

***Ils ferment les usines, ils délocalisent,
ils suppriment des emplois
Arrêtons le massacre***

NPC-Autoliv : une leçon de choses

Avant 2002, l'usine de caudebec appartient au groupe Autoliv. En 2002, elle est revendue au groupe EM Technologies et devient EMT. En 2008, Autoliv la rachète. Je te vends, je te rachètes. Dans la société capitaliste, c'est le droit le plus strict des capitalistes. Sur le dos de l'emploi s'ils le veulent : 350 salarié(e)s avant 2002, 140 aujourd'hui, avant la fermeture définitive du site.

Voyous ou pas, que faire face aux patrons qui massacrent l'emploi ?

Est-ce qu'on se contente, comme l'a promis le préfet , de vérifier que les procédures légales ont été respectées. Et si elles l'ont été, « Désolé, je ne peux rien de plus. Sous entendu : il vous reste Pôle emploi et les Restaus du Cœur »

Le problème de fond, dans la société capitaliste, c'est que la loi protège le droit des actionnaires et des patrons de gérer leurs affaires comme ils l'entendent, en fonction du seul impératif de profit. Et tant pis pour l'emploi.

Mais qu'est-ce qui empêche d'imaginer un autre mode de fonctionnement de l'économie, où le droit pour chacun(e) à un emploi et à un revenu dignes de ce nom serait la priorité des priorités. Quitte à devoir pour cela changer la loi, en retirant aux capitalistes ce droit exorbitant qu'ils ont de décider du sort de l'immense majorité de la population ? Il s'agirait évidemment d'un changement radical, une véritable révolution. Un changement possible à condition de se donner comme perspective une confrontation au plus haut niveau avec le patronat et le pouvoir.

Dans cette perspective, l'urgence, c'est aujourd'hui d'être aux côtés de tous-toutes les salarié(e)s privé(e)s d'emploi ou menacé(e)s de l'être, d'œuvrer à la coordination des luttes pour arrêter la casse.



Boîte postale 117 76501 Elbeuf Cedex
Tel 02 35 81 66 17 ou 06 77 82 00 54

Mail : npa.aggloelbeuf@laposte.net

***Face au massacre de l'emploi
Des élus, cela sert à quoi ?***

A l'annonce de la fermeture de NPC à Caudebec les Elbeuf, les élus de tous bords se sont dits indignés de l'attitude du groupe Autoliv, qui ne respecte pas les engagements pris lors du rachat de cette entreprise en 2008. Aujourd'hui, que disent-ils aux salarié(e)s concerné(e)s, sinon qu'ils sont « désolés » de ce qui leur arrive. L.Fabius, député socialiste de la circonscription promet d'écrire au ministre de l'industrie, pour lui demander ce qu'il compte faire. Réponse connue d'avance. Faut-il rappeler à M. Fabius que le gouvernement dont il faisait partie a été confronté à ce genre de situation, lorsque Michelin, en 1999, annonçait 7500 suppressions d'emplois. Réponse de Lionel Jospin, alors premier ministre : « L'Etat ne peut pas tout ».

Une stratégie vouée à l'impuissance

Sous prétexte d'attirer ou de maintenir des emplois, les élus « de gauche » de la région offrent aux entreprises de multiples aides, subventions, zones d'activités aménagées. *Tout cela avec l'argent public, sans que rien n'interdise aux patrons, aux capitalistes, de fermer les usines, de délocaliser, de supprimer des emplois : catastrophe sociale à la clé.* Cette stratégie est vouée à l'impuissance. Au mieux les élus de tous bords en sont réduits à limiter les dégâts des choix patronaux.

Seul un renversement complet de stratégie permettrait d'envisager que le droit à l'emploi soit enfin garanti. Ce qui supposerait de s'en prendre enfin au droit des capitalistes de gérer comme ils l'entendent les entreprises : interdiction des licenciements et des suppressions d'emplois, ouverture des livres de compte, droit de veto des salarié(e)s et de leurs organisations sur toutes les décisions... vers une économie gérée de façon démocratique, en fonction des besoins sociaux prioritaires : une société socialiste enfin digne de ce nom. Evidemment, le NPA, ne croit pas cela possible sans une immense mobilisation sociale. Mais qui croyait, au début de 1789, qu'on pouvait abolir la monarchie absolue ?

Sans cette perspective, les élus en sont en sont réduits à la compassion pour les victimes de la crise. Ils iront même, souvent, manifester avec elles . Avec leurs écharpes. Mais, au bout du compte, cela sert à quoi ? Pour quel résultat ?



**Contre les suppressions d'emploi
Pour l'interdiction des licenciements**

Halte au massacre Tous ensemble dans la rue, le 10 décembre à Elbeuf

NPA Elbeuf 4.12.2009

Tous nos grands dirigeants voudraient nous faire croire à la fin de la crise. La réalité, c'est que le chômage, lui, continue d'augmenter : intérimaires virés, contrats non renouvelés, fermetures d'entreprises, licenciements, suppressions d'emplois dans les services publics : plus de 4 millions de personnes sont privées d'emploi, condamnées à la misère et à la précarité.

Elbeuf : où va-t-on ?

-fermeture annoncée de NPC-

-Renault : des centaines de salarié(e)s en surnombre d'après la direction

-BASF St Aubin : entre trente et quarante suppressions d'emplois programmées

**Pour en finir avec le chômage,
Faire converger les luttes
pour imposer
un plan d'urgence sociale**

Ces dernières années, ce ne sont pas les luttes ni la combativité qui ont manqué. Mais qui peut croire qu'on pourrait s'en sortir boîte par boîte, secteur par secteur, chacun dans son coin.

Seule la convergence des mobilisations permettrait de construire un rapport de forces susceptible d'imposer au pouvoir et au patronat :

- *l'interdiction des licenciements, sous peine de réquisition de l'entreprise*
- *l'arrêt des suppressions d'emplois, dans le public comme dans le privé*
- *la réduction massive du temps de travail – sans perte de salaires – avec obligation de création d'emplois – jusqu'à résorption totale du chômage*

- *la mise hors la loi de la précarité et du temps partiel imposé, avec le CDI comme seul contrat*
- *un revenu minimum à 1500€ nets par mois pour tous : salarié(e)s, privé(e)s d'emploi, retraité(e)s, jeunes en formation, handicapé(e)s*

**A crise globale, solution globale :
s'en prendre au pouvoir
des patrons, des capitalistes**

Les capitalistes ont leur solution : faire payer la crise aux travailleurs et à la population. Ce sont eux qui tiennent les rênes de l'économie, qu'ils gèrent l'économie en fonction de leurs intérêts. Il n'y aura pas de sortie de crise au profit de la grande majorité de la population sans contester ce pouvoir dont disposent les capitalistes au détriment de la société tout entière.

***Et qu'on ne vienne pas nous dire
qu'il n'y a pas d'autre politique possible.***

Malgré la crise, les entreprises engrangent de confortables profits. L'Etat et les collectivités locales multiplient par milliards les aides aux entreprises. L'Etat lui-même abandonne en réduction d'impôt pour les riches les milliards qui seraient nécessaires aux services publics. Les capitalistes et leurs représentants à la tête des Etats ont produit la catastrophe sociale et écologique que nous connaissons aujourd'hui. Pour en sortir, c'est leur pouvoir même qu'il faut contester.

***Salarié(e)s, privé(e)s d'emploi,
retraité(e)s, jeunes, tous concerné(e)s
A l'appel de l'union locale CGT***

***Manifestation le 10 décembre
16h30 Champ de Foire Elbeuf***